

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Conseil des droits de l'homme
10^{ème} session

Point 3: Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement

Panel discussion on the right to food

Déclaration conjointe de :

- 1. Centre Europe – Tiers monde (CETIM)**
- 2. Association Africaine d'Education pour le Développement (ASAFED)**
- 3. Association internationale des juristes démocrates (AIJD)**
- 4. Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques (FIMARC)**
- 5. Fédération syndicale mondiale (FSM)**
- 6. FIAN International**
- 7. Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP)**
- 8. Women's international league for peace and freedom (WILPF)**

Monsieur le Président,

Les causes de la crise alimentaire sont bien connues. Les principales victimes aussi. Il s'agit des paysans familiaux, producteurs de nos aliments, qui ne mangent pas à leur faim.

En effet, ces paysans constituent aujourd'hui un groupe extrêmement vulnérable et subissent de plein fouet des violations massives des droits humains, à commencer par le droit à la vie, intimement lié au droit à l'alimentation.

Les instruments en matière de droits humains existants ne répondent pas aux besoins spécifiques des paysans dans le contexte de la mondialisation. Les règles du commerce international favorisent la loi du plus fort, autrement dit la mainmise des sociétés transnationales sur l'économie et par conséquent sur la politique. De ce fait, les paysans ne maîtrisent plus le processus de la production, ni de la commercialisation de leurs produits, sans parler de leur privation de terres, instrument principal de leur travail. Les politiques de la plupart des Etats, en contradiction avec leurs obligations en matière de droits humains, ne font que renforcer cette situation au détriment de la souveraineté alimentaire des peuples et des droits humains des paysans.

Dans ce contexte, la proposition d'étude lancée par le Comité consultatif sur les droits des paysans dans le cadre de la crise alimentaire mondiale doit être soutenue par le Conseil des droits de l'homme. Nos ONG sont convaincues que cette étude est indispensable et constitue une des réponses adéquates à la crise alimentaire et la crise économique qui lui a emboîté le pas.

Monsieur le Président,

Les paysans ont été opprimés tout au long de l'histoire humaine aussi bien par des pouvoirs politiques, économiques que spirituels. Il est temps de mettre fin à cette oppression, car les paysans sont notre origine, mais aussi notre avenir. Avec leurs familles, ils constituent encore près de la moitié de l'humanité. Leur accorder une protection accrue de leurs droits légitimes ne peut être que bénéfique pour l'humanité toute entière.

Genève, le 9 mars 2009